



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne-Franche-Comté

Arrêté préfectoral complémentaire n° 786 du 6 mai 2024

modifiant l'arrêté préfectoral du 07 novembre 2008 autorisant la société FM FRANCE SAS
à exploiter ses installations sur le territoire de la commune FAUVERNEY.

Le Préfet de la Côte-d'Or

VISAS ET CONSIDÉRANTS

- Vu** le code de l'environnement, notamment son article L.181-14 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- Vu** le décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 07 novembre 2008 modifié autorisant la société FM FRANCE SAS, à exploiter des installations de stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts sur le territoire de la commune de FAUVERNEY (21110) ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux complémentaires du 23 février 2017 et 19 septembre 2017 ;
- Vu** le porter à connaissance du 18 décembre 2019 de la société FM FRANCE SAS dans lequel elle sollicite des modifications relatives à la cellule 12a, au stockage d'aérosols, au stockage densifié, au stockage de liquides dangereux, aux murs séparatifs de façade ;
- Vu** le porter à connaissance du 23 février 2021 de la société FM FRANCE SAS dans lequel elle sollicite des modifications relatives à la capacité pour les rubriques 2711 et 3550 et concernant la vidange des réserves d'eau ;

Vu le porter à connaissance du 18 juin 2021 de la société FM FRANCE SAS dans lequel elle sollicite des modifications relatives au tonnage de déchets produits par l'établissement ;

Vu le porter à connaissance du 23 décembre 2021 de la société FM FRANCE SAS dans lequel elle déclare le bénéfice des droits acquis pour la rubrique 1510 ;

Vu le porter à connaissance du 28 juillet 2022 de la société FM FRANCE SAS dans lequel elle déclare le bénéfice des droits acquis pour la rubrique 1510 et elle sollicite des modifications relatives au stockage des liquides inflammables ;

Vu l'étude de dangers modifiée référencée « Rapport d'étude n°DRA-16-164499-11744A du 08/02/2017, modifié le 18 décembre 2019 » à l'appui du porter à connaissance du 18 décembre 2019 ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées du 09 septembre 2022 concernant la modification temporaire relative à ses rejets d'eaux pluviales ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées concernant l'instruction de l'étude de dangers du 26 mars 2024 ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées concernant les demandes de modifications du 26 mars 2024 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 15 avril 2024 à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations présentées (courrier électronique) sur ce projet par la société FM FRANCE SAS le 30 avril 2024 ;

CONSIDÉRANT que les modifications envisagées sur les installations consistent à augmenter significativement la quantité stockée (stockage en rack densifié) et à modifier les conditions de stockage des aérosols et des liquides dangereux ;

CONSIDÉRANT que les modifications envisagées ne modifient pas la situation administrative du site ;

CONSIDÉRANT que les modifications envisagées ne sont pas de nature à accroître les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

CONSIDÉRANT que les modifications ne nécessitent pas de nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que les modifications envisagées doivent être encadrées par des mesures spécifiques ;

CONSIDÉRANT que les modifications envisagées sur les installations ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement et ne nécessitent pas d'être soumises à l'avis des membres du CODERST ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

Article 1 : OBJET

Les dispositions du présent arrêté complètent celles de l'arrêté préfectoral du 07 novembre 2008 modifié autorisant la société FM FRANCE SAS à exploiter ses installations sur le territoire de la commune de FAUVERNEY.

Article 2 : SITUATION ADMINISTRATIVE

Le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2017 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Désignation de l'activité	Classement
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t	A Seuil Haut
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t	A Seuil Haut
4741	Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400]. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t	A Seuil Bas
1450.1	Solides inflammables (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	A
1510.1 (*)	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : a) Supérieur ou égal à 900 000 m ³	A
1630	Emploi ou stockage de lessives de soude ou de potasse caustique. Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 250 t	A
4320.1	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 150 t	A
4801	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t	A
4331.2	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	E
4734.2.c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	DC
4330.2	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : inférieure à 1 t	NC

1436.2	Liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	DC
2910.A2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	DC
4755.2	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : b) Supérieure ou égale à 50 m ³	DC
1185	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	DC
2925	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW (...)	D
2711	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	NC
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).	NC
4321	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	NC

A (Autorisation) ; E (Enregistrement) ; D (Déclaration) ; DC (Déclaration avec contrôle périodique) et NC (inférieur au seuil de classement = non classé)

(*) la rubrique 1510 inclut les rubriques 1511, 1530 , 1532, 2662, 2663 pour ce site.

(1) A l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées.

Les installations de la société FM FRANCE SAS sont classées SEVESO Seuil Haut.

Article 3 : UTILISATION DES EAUX PLUVIALES A DES FINS DOMESTIQUES

L'article 4.1.4 est abrogé.

Article 4 : PLAN DES RÉSEAUX

Le deuxième alinéa de l'article 4.2.2 est complété par le paragraphe suivant :

Lors de la vidange ou de l'indisponibilité du bassin d'irrigation de la ZAE de Boulouze, l'exploitant peut rejeter ses eaux pluviales dans le ruisseau «Champaison» après passage par le bassin de rétention du site et le séparateur à hydrocarbures. Le débit de rejet est ajusté et tient compte des effets cumulés des autres rejets de la ZAE. L'inspection des installations classées est préalablement informée du changement d'exutoire.

Article 5 : DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

L'article 5.1.7 est remplacé par l'article suivant :

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

Déchets industriels banals

Code Européen des Déchets	Type de déchet	Origine	Quantité maximale sur site en tonnes
20.03.01	DIB en mélange non valorisables	Activité humaine	30
Papier	--	Bureaux	--
15.01.01	Cartons / papier	Picking (conditionnement)	100
15.01.03	Palettes		Externe
15.01.02	Plastiques / polystyrène		50
15.01.04	Ferrailles		--

Déchets dangereux

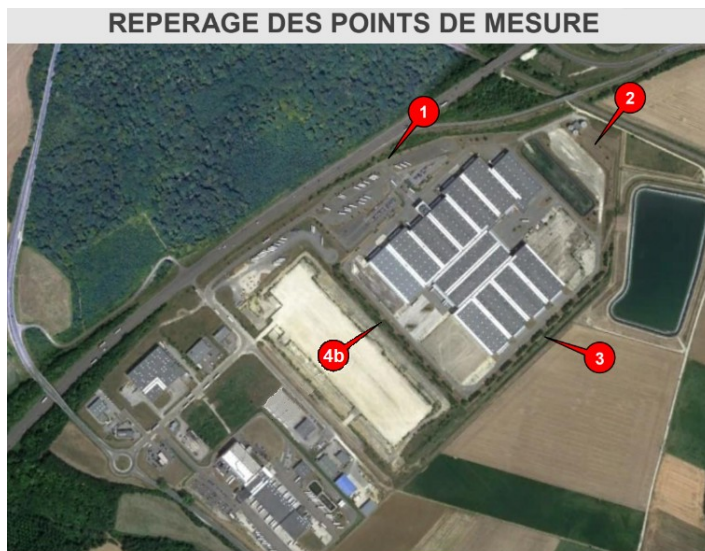
Code Européen des Déchets	Type de déchet	Origine	Quantité maximale sur site en tonnes
15.01.04	Fûts usagés	Atelier de maintenance	5 fûts
13.05.02	Boues	Séparateur d'hydrocarbures	--
15.01.11	Aérosols	--	0,5
15.02.02	Chiffons souillés, matériaux fil-trants	--	
15.01.10	Emballages souillés	--	
20.01.21	Tubes néons, ampoules	--	

Article 6 : NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Le tableau de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 septembre 2017 est remplacé par le tableau et le repérage suivant :

<i>Localisation</i>	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau Sonore admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Le repérage des points de mesure est défini ci-dessous, remplaçant le plan annexé à l'arrêté préfectoral du 07 novembre 2008.



Article 7 : ORGANISATION DU STOCKAGE

L'article 7.3.2.1 est remplacé par l'article 2 de l'annexe.

Article 8 : DÉTECTIONS INCENDIE

L'article 7.5.3 est complété par la phrase suivante :

« La détection automatique incendie peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. »

Article 9 : ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

L'article 7.7.3 est remplacé par l'article suivant :

« L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Ces équipements sont facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Le système d'extinction automatique fait l'objet d'un contrôle hebdomadaire. L'exploitant fixe les conditions de maintenance des réserves en eau. A ce titre, il fixe les fréquences et les analyses pertinentes et les conditions éventuelles de vidange.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »

Article 10 : SANCTIONS

Les infractions, ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté, entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

Article 11 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 12 : INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société FM FRANCE SAS .

Article 13 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte-d'Or, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté, le Maire de FAUVERNEY et le Directeur de la société FM FRANCE SAS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera notifiée .

Le Préfet
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général
Signé
Johann MOUGENOT